

ments de péréquation aux autres provinces. Mais ce jour ne viendra que lorsque le gouvernement central d'Ottawa aura reconnu la nécessité d'un meilleur sort pour Terre-Neuve dans la Confédération. Nous ne demandons pas des aumônes, monsieur l'Orateur. Nous ne voulons pas subir l'inflation alors que nous n'y contribuons pas. Nous ne voulons pas qu'on nous impose le chômage pour racheter les péchés inflationnistes des régions plus prospères du Canada. Tout ce que nous voulons, c'est qu'on reconnaisse à Ottawa la situation unique de notre province, une situation qui pourrait, en quelques années, en faire l'une des plus productives du pays. Monsieur l'Orateur, il faut donner une chance à la population du Canada atlantique, des provinces pauvres, et spécialement de Terre-Neuve.

Comment un résident de la circonscription de Saint-Jean-Ouest peut-il lire le discours du trône et y trouver matière à de grandes aspirations? Que croyez-vous que les habitants de la région de Placentia ressentent lorsqu'ils lisent un discours de 3,500 mots et s'aperçoivent que tout ce que le gouvernement a trouvé à dire sur le chômage, c'est:

Le chômage demeure pour le gouvernement un grave souci . . .

Voilà une pensée bien profonde, pour un gouvernement qui est en place depuis près de quatre ans. Dans le paragraphe qui précède, on décrit en termes fleuris une économie canadienne à laquelle le gouvernement ne trouve rien d'anormal. C'est une comédie, monsieur l'Orateur, une comédie honteuse montée par un gouvernement indigne. Je suis sûr que les habitants de Placentia, Jersey, Freshwater et Dunville, dans ma circonscription, où plus de 60 p. 100 de la population active est sans emploi, la reconnaîtront pour telle.

Que dit le gouvernement, quelles mesures entend-il prendre pour régler la situation tragique du chômage? Il ne dit rien du tout. Il n'a rien fait depuis son élection en 1968. Il ne fera rien, si ce n'est créer encore plus de chômage. La population de Saint-Jean-Ouest, où le taux de chômage dépasse les 18 p. 100 du reste de la province se souviendra des paroles prononcées par le premier ministre (M. Trudeau) au réseau CTV au nouvel an quand il a dit que s'il devait recommencer, il referait ce qu'il a fait. Je prétends, comme la plupart des Canadiens, j'en suis sûr, que le Canada ne peut se permettre de voir l'homme qui occupe le plus haut poste ne pas hésiter à prendre des mesures si cruelles afin de créer de sang-froid le chômage. Dans ma province, nous ne pouvons certainement pas nous payer ce luxe.

Le gouvernement semble incapable de remédier au chômage autrement que par des moyens de fortune, des expédients et un accroissement de l'assistance sociale. Le Canadien moyen de l'est du pays ou de Terre-Neuve ne veut pas d'assistance sociale. Ce qu'il veut, c'est du travail, le moyen de gagner sa vie et celle de sa famille, fièrement et dignement, non pas l'assistance sociale et son cortège d'humiliations. Il y a un passage du discours du trône où le gouvernement manifeste l'intention de se montrer plus généreux envers les Canadiens. C'est le genre d'accusation auquel le premier ministre est le plus sensible, paraît-il, et non sans raison. S'il y a une chose dans laquelle le gouvernement a excellé jusqu'ici, c'est bien le manque de générosité. On y parle ailleurs, c'est en quelque sorte un thème sous-jacent, d'amitié et de compréhension entre les Canadiens. En ce qui concerne les gens de ma circonscription, cela ne peut s'appliquer qu'au premier ministre. Il s'aime et il est le seul à se comprendre.

[M. Carter.]

On dit parfois qu'il n'y a pas d'amour là où règne la pauvreté. Comment un enfant de St. Mary's Bay pourrait-il vraiment comprendre que le gouvernement veuille instaurer un meilleur genre de vie, faire disparaître les dissemblances par la voix de la raison, pratiquer la tolérance, accepter l'amitié et la compréhension? Comment peut-il comprendre tout cela quand l'avenir ne lui offre que la condition d'un citoyen de seconde zone, qu'il se rend compte que sa seule chance de salut consistera à quitter son coin de terre natale, le milieu qui fut le sien et celui de ses ancêtres depuis des générations, pour aller se perdre dans le monde du béton et du travail à la chaîne, auquel il est absolument impropre?

Entendriez-vous de convaincre les pêcheurs de la baie de Sainte-Marie, de la baie de Placentia et de la région de Ferryland que le gouvernement est vraiment sérieux lorsqu'il parle de résoudre des différends par la raison, en pratiquant la tolérance, en invoquant amour et compréhension? Entendriez-vous de convaincre nos pêcheurs qui actuellement ne peuvent même pas mettre leurs filets à la mer sans courir le risque de les voir détruits par des bateaux de pêche étrangers en maraude qui ne témoignent d'aucun respect ni d'aucun souci de leur vie et de leurs biens? Ce sont des mots vides de sens. A quel point nos pêcheurs doivent-ils se montrer tolérants? Combien de temps encore peut-on s'attendre à ce qu'ils demeurent raisonnables? De combien d'amour et de compréhension doivent-ils témoigner? Peut-on reprocher à nos pêcheurs d'interpréter l'engagement d'amour et de compréhension du gouvernement comme signifiant simplement que M. Trudeau aime leurs impôts, alors qu'ils doivent s'efforcer de comprendre à quelles fins utiles il les emploie?

Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne Terre-Neuve, l'un des grands manquements du gouvernement se manifeste à l'égard des pêcheries. Pendant des années, on nous a promis la limite de 12 milles. Nos pêcheurs n'ont pas même ce minimum de protection puisque le gouvernement a refusé de défendre nos droits. Depuis trois ans et demi, soit depuis que les Terre-neuviens nous ont élus, mes collègues et moi-même, pour les représenter au Parlement, nous insistons chaque jour sur la nécessité de la gestion et de la conservation de nos pêches, et sur la protection dont ont désespérément besoin nos pêcheurs en eau douce.

Le gouvernement a prétendu prêter l'oreille. Il a pris quelques dispositions, mais ce n'était que de la frime en comparaison des besoins réels. Nous ne pouvons arriver qu'à une conclusion. Ceux d'entre nous qui viennent de la région atlantique, où l'industrie de la pêche a tellement d'importance et où nous voyons les flottes étrangères arriver et détruire nos richesses essentielles, ne peuvent que conclure que le gouvernement actuel manque de courage quand il s'agit de faire face aux pays qui viennent violer nos ressources et détruire de façon inconsidérée les agrès de nos pêcheurs. Ce n'est pas un secret. Depuis trois ans, nous répétons que les nôtres espèrent plus que la limite de 12 milles, quoique les hardis pêcheurs de Branch, St. Bride's, Admiral's Beach ou Southern Harbour seraient heureux d'obtenir même cela. Monsieur l'Orateur, il faudrait pour nos pêcheries la protection d'une zone d'au moins 100 milles au large de nos côtes, comme en Islande.

Je me perds en conjectures sur l'attitude du gouvernement et en particulier sur celle du premier ministre et celle du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp). Ils reconnaissent nos droits quant à l'espace